

Victor Rouart

“POUR PRÉSERVER LA TOLÉRANCE, IL FAUT SE DÉFENDRE FACE À L'INTOLÉRANCE”

Survivant de l'attentat du Bataclan durant lequel il a été lourdement blessé, Victor Rouart témoigne de la terrible réalité de cette nuit tragique dans un livre coup de poing coécrit avec le journaliste du « Figaro », Luc-Antoine Lenoir. Au-delà du récit des événements, il dénonce le climat de « lâche soulagement » qui règne en France après la vague de terrorisme de 2015. Alors que s'ouvre le procès des attentats du 13 Novembre, il appelle au sursaut.

Propos recueillis par Alexandre Devechio

Votre livre s'ouvre par une longue description glaçante de l'attentat du Bataclan. Vous êtes-vous interrogé avant d'écrire cette scène ? Comment raconter l'innommable ?

L'approche à adopter sur la description des événements vécus fut l'objet d'une longue réflexion personnelle.

Comment évoquer avec précision l'horreur subie et les sévices infligés lors de cette terrible soirée, sans encombrer la narration de détails superflus pouvant rendre la lecture particulièrement éprouvante. J'ai décidé, en mon âme et conscience, de relater avec le plus de précisions possibles, les événements tels que je les ai vécus pour que le lecteur puisse comprendre l'intensité des souffrances endurées par les victimes de l'attentat. Je reconnais que certains passages peuvent choquer ou heurter, j'ai moi-même été particulièrement touché et affecté émotionnellement de me replonger dans mes douloureux souvenirs. Cependant je ne pouvais occulter certains faits par souci d'authenticité. Je suis convaincu que le lecteur n'interprétera pas mon histoire personnelle comme du voyeurisme mais comme un témoignage sincère de la terrible réalité à laquelle les spectateurs du concert et moi-même avons été confrontés.

Pourquoi était-ce important pour vous de faire ce récit ?

Durant ma convalescence, j'ai pu longuement méditer sur les événements dont j'avais été victime. Je constatais avec effroi et tristesse l'accumulation des victimes liées aux différentes attaques terroristes perpétrées sur le sol français et ailleurs. J'avais la désagréable impression qu'une forme de « résilience », terme commode pour justifier l'inaction, et le fatalisme s'emparaient du pays. J'avais peur que les conséquences relatives au phénomène terroriste soient minorées

et vite oubliées. Avait-on réalisé l'ampleur des drames qui s'étaient produits ? Je fus consterné par certaines réactions de membres du gouvernement de l'époque et d'intervenants qui ne semblaient pas prendre la mesure de la gravité de la situation. Tous ces éléments m'ont poussé à exprimer mon malaise, mon indignation face à cette situation.

Votre livre s'intitule : « Comment pourrais-je pardonner ? » Pourquoi avoir choisi ce titre ? Avez-vous essayé de pardonner ? Pourquoi n'avez-vous pas réussi ?

Le pardon est l'une des composantes essentielles de la religion chrétienne, et en tant que catholique, j'attache une importance significative à cette vertu. D'un point de vue religieux, j'aimerais pardonner comme je l'ai déjà accordé au cours de ma vie et comme je l'ai demandé et reçu. Mais l'ignominie des actes perpétrés qui ont attenté directement à la vie d'autrui rend, selon moi, le pardon délicat à accorder dans ces circonstances. Comment accorder le pardon à des individus qui ont semé la mort, provoqué des souffrances insupportables et endeuillé des familles entières ? C'est pourquoi il me paraît raisonnable, en dépit de mon attachement religieux, de conditionner le pardon à la proportionnalité de l'acte commis. Pour être accordé, le pardon nécessite une volonté, un geste de la part de l'auteur incriminé, et en l'absence de demande dans ce sens, je considère que le pardon ne peut être accordé de manière unilatérale et qu'il se mérite. Le titre peut d'un certain point de vue, symboliser le dilemme, l'opposition entre le domaine spirituel et la situation purement factuelle.

Votre titre semble faire écho au « Vous n'aurez pas ma haine » d'Antoine Leiris, qui a perdu son épouse dans l'attentat. Pensez-vous, comme lui, et comme ceux qui ont brandi des bougies après le drame, que l'on peut combattre l'ennemi en exaltant l'amour et la fraternité ?

L'amour et la fraternité sont des sentiments et des valeurs nobles, qui démontrent selon moi les richesses et la bonté de l'âme humaine, qui permettent de distinguer le bien du mal. →



“Sommes-nous condamnés à voir les victimes s’accumuler pour s’exonérer d’un examen en profondeur sur les causes de tels événements ?”

Je respecte absolument toutes les opinions et les interprétations sur les questions liées au Bataclan, je compatis sincèrement à la douleur d’Antoine Leiris, bien qu’en l’occurrence, je ne puisse partager sa vision. Que pèsent de bons sentiments face à la détermination des djihadistes et des fanatiques qui tentent d’imposer par la force leur idéologie ? Sommes-nous alors condamnés à voir les victimes s’accumuler pour s’exonérer d’un examen en profondeur sur les causes de tels événements ? Une colère peut être un réflexe de bon sens et une émotion saine face à une agression intolérable. Un manque de réaction par des actions concrètes peut être interprété par nos agresseurs comme une preuve de faiblesse et constituer un danger pour l’avenir de la société. Pour préserver la tolérance, il est parfois nécessaire de se défendre face à l’intolérance.

La réponse des pouvoirs publics au terrorisme et plus largement à l’islamisme vous a-t-elle paru à la hauteur ?

Je ne mets pas en cause la volonté des gouvernements successifs d’enrayer le phénomène, des mesures politiques ou juridiques ont été prises depuis plusieurs années. En revanche, je suis sceptique quant à leur efficacité et les considère comme insuffisantes. Je prends pour exemple le « plan d’action contre la radicalisation et le terrorisme » lancé par Manuel Valls en 2016 qui proposait que les djihadistes « fassent un travail sur leur personnalité et discutent de la laïcité ». Ce type de mesure est selon moi l’illustration évidente d’une forme d’angélisme et de naïveté sur la nature de l’ennemi.

Justement, avez-vous réfléchi aux motivations des terroristes qui vous ont visé ce soir-là ? Est-il nécessaire de comprendre l’ennemi pour lui faire face ?

Il est probable que les guerres successives au Moyen-Orient et « l’ingérence » des armées occidentales dans cette région aient pu motiver leur volonté de frapper l’Europe. Cependant, certains pays n’ayant aucun antécédent ou rapport clairement établi de guerre avec des pays du Moyen-Orient ont été victimes d’attaques islamistes. La principale justification de leurs actes semble trouver sa source ailleurs et plus généralement à travers leur aversion du mode de vie occidental et de ses valeurs. Les cibles choisies constituent souvent une dimension symbolique très forte et représentent « la manière de vivre à la française », comme les terrasses de café. Concernant le profil des assaillants, il est terrifiant de constater que la majorité des auteurs étaient des individus qui avaient la nationalité française et avaient vécu en France et avec des parcours assez similaires, notamment un passé délinquant, suivi d’une radicalisation d’une extrême rapidité. La question de l’assimilation revient ici sur le devant de la scène. La problématique n’est pas nouvelle. Une forme de communautarisation s’est développée dans certains quartiers et celle-ci peut servir de terreau fertile à la radicalisation d’individus disposant d’un ressentiment profond envers le pays d’accueil. Ce phénomène est malheureusement identifié depuis de nombreuses années. Je trouve regrettable que les classes dirigeantes successives aient relativisé les constatations

de certains lanceurs d’alerte qui dénonçaient des modes de vie contraires aux « valeurs de la République » qui se développaient dans certains territoires de France.

À vous lire, on comprend que vous avez été particulièrement déçu par la campagne de 2017...

Je considère, en effet, cette élection comme une occasion manquée de procéder à un grand débat de fond sur les problématiques sécuritaires. La nation française avait subi de nombreuses pertes depuis 2015, le sang avait coulé et les sujets régaliens furent éclipsés par les affaires des costumes et d’assistante parlementaire de François Fillon. Ce « couac » monopolisait l’actualité médiatique et j’avais la désagréable sensation que le pays était frappé d’amnésie. Je fondais des espoirs de changement, pensant avec conviction que cette campagne constituerait un tournant et c’est la consternation qui a été au rendez-vous. Le contexte chaotique et anxiogène dans lequel avait été plongé le pays n’avait pas suffi à faire émerger une analyse pointilleuse des maux qui avaient martyrisé la République française. Le spectacle de la « politique politicienne » avait pris le pas sur le débat d’idées.

Qu’attendez-vous du procès des attentats du 13 Novembre qui s’ouvre en septembre ?

D’abord, qu’une justice exemplaire soit rendue pour les victimes, leurs familles et le peuple français dans son ensemble.

Certes, la condamnation de l’auteur direct encore en vie, Salah Abdeslam, et des complices identifiés risque d’être insuffisante à apaiser la douleur encore vive des victimes et de leurs familles dont le drame a bouleversé à jamais l’existence. Puissent-elles cependant y trouver une forme de soulagement. La question de l’efficacité de la justice sera aussi, selon moi, mise en exergue à travers ce procès. Une partie de cette justice a été vivement critiquée pour son laxisme sur des condamnations prononcées dans des affaires de violence, parfois déconnectées de la réalité que vivent de nombreux Français. Elle aura l’occasion de démontrer qu’elle reste un pilier des institutions démocratiques et qu’elle peut être intransigeante avec les ennemis de la nation. Enfin, j’espère qu’il pourra servir de socle à une profonde réflexion en vue de définir les grands axes d’une politique efficace à mener face à la problématique djihadiste.

Diriez-vous que le combat contre l’islamisme est le combat de votre génération ?

Cette lutte contre l’islamisme et le terrorisme n’est pas l’affaire d’une génération mais celle de tous les Français quelles que soient leurs origines, leurs croyances, leurs convictions. Chacun doit se sentir concerné face à une forme de totalitarisme qui a déjà causé des dégâts considérables et qui se diffuse dans la société. S’interroger sur ses valeurs, son identité, ses fondements et sur ses éventuelles erreurs, n’est pas une manifestation d’un pays belliqueux ou replié sur lui-même, mais bien celle d’une nation qui veut continuer d’exister. ■

Propos recueillis par Alexandre Devecchio



« Comment pourrais-je pardonner ? » de Victor Rouart avec Luc-Antoine Lenoir, L’Observatoire, 158 p., 16 €.